



## Décision individuelle N° 2021-158

**Pétitionnaires** : IMBE (MIRAMONT Cécile) et CEREGE (Schimmelpfennig Irène)  
**Adresse** : Europôle méditerranéen de l'Arbois, BP 80 F 13545 Aix-en-Provence cedex 04  
**Nature de la demande** : atteinte, prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du parc national (...) de minéraux (...).  
**Intitulé du projet** : Datation cosmogéniques des moraines et polis glaciaires  
**Localisation** : secteur du Lac d'Allos, commune d'Allos

### La Directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée le 17 mai 2021 par Madame MIRAMONT Cécile, maître de conférence à l'Université d'Aix-Marseille et chercheuse à l'IMBE et la demande modificative transmise le 28 mai 2021,

**Considérant** que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

**Considérant** à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

L'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie (IMBE) représenté par Madame MIRAMONT Cécile et le Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement (CEREGE) représenté par Madame SCHIMMELPFENNIG Irène, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés

à porter atteinte, prélever, détenir, transporter et emporter en dehors du cœur de parc national, des échantillons de roches.

Ces activités ont pour objectif d'apporter des connaissances complémentaires relatives à la datation des formations et des surfaces glaciaires dans le cadre plus global des études sur la déglaciation de la région alpine-méditerranéenne et des modélisations sur les changements climatiques contemporains.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

**2.1.** Les personnes intervenant pour le compte des bénéficiaires et autorisées par la présente à réaliser les prélèvements et forages sont les suivantes :

- Irene Schimmelpfennig (CR CNRS, CEREGE)
- Alexis Nutz (MdC AMU, CEREGE)
- Vincent Rinterknecht (CR CNRS, CEREGE)
- Vincent Jomelli (CR CNRS, CEREGE)
- Edouard Bard (Pr Collège de France)
- Vincent Godard (MdC AMU, CEREGE)
- Régis Braucher (CR CNRS, CEREGE)
- Cécile Miramont (MdC AMU, IMBE)
- Frédéric Guiter (MdC AMU, IMBE)
- Elodie Brisset (CR CNRS, IMBE)
- Lenka Brousset (ITA AMU, IMBE)
- Christian Marschal (ITA AMU, IMBE)

- *Prélèvements concernés et matériels autorisés*

**2.2.** Les prélèvements surfaciques de roches sur blocs et polis glaciaires ne devront pas excéder 20 unités, de 400 g maximum chacun, réalisés au marteau et burin.

**2.3.** Ces prélèvements de roche seront réalisés

- en des lieux les plus éloignés possibles des axes de circulation du public ;
- de manière à laisser une surface écrêtée des prélèvements la plus irrégulière possible tout en veillant à ce que celle-ci soit cohérente avec les capacités naturelles de délitement de la roche concernée.

**2.4.** Tel que prévu dans la demande modificative, les prélèvements à la disqueteuse et à la foreuse ne sont pas autorisés.

- *Prescriptions relatives à la transmission des données*

**2.5.** Les bénéficiaires sont tenus de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après l'échéance de la présente :

- un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de leurs recherches.

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision*

**2.6.** Toute publication liée au projet et utilisant les données issues du matériel prélevé en cœur de parc national devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation de la directrice du Parc national du Mercantour ».

**2.7.** Une version numérique de toute publication liée au projet et utilisant les données issues du matériel prélevé en cœur de parc national devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- *Prescription relative à l'information préalable des services territoriaux du Parc national*

**2.8.** Les bénéficiaires devront obligatoirement se présenter au chef ou à l'adjoint du service territorial concerné avant d'engager toute opération, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront leur être données dans le cadre de la présente décision.

Contacts :

chef de S.T - FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr), 06.14.06.35.69)  
standard Équipe Verdon (Allos) : 04.92.83.04.18

- *Prescriptions relatives au public*

**2.9.** Les bénéficiaires devront observer un comportement discret et éviter de mener leurs activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes les sollicitant en ce sens, ils devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par la directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites de prélèvements*

**2.10.** La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, les bénéficiaires solliciteront le service territorial concerné en préalable à leur arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

### **Article 3 : Durée - localisation**

La présente autorisation est délivrée pour la période du 08 au 12 juillet 2021 sur le secteur du lac d'Allos (commune d'Allos).

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations des bénéficiaires vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée aux bénéficiaires et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 31 mai 2021

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

### Copies :

- service territorial « Ubaye-Verdon »
- LECCIA Marie-France

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.